



Au service
des peuples
et des nations

PNUD Togo Newsletter

N° 22 – Octobre 2019

Sommaire

- **Au plus près des communautés : Aliou Dia sur le terrain du développement**
- **Préserver à tout prix l'environnement pour un cadre de vie durable**
- **L'éco-village de Donomadé : un modèle de développement durable**
- **Financement de l'action climatique : le Togo veut baliser la voie**
- **L'érosion côtière, le défi climatique de tous les temps**
- **Reboiser pour combattre la pauvreté**
- **Une ceinture verte pour rempart**
- **Des champignons pour fertiliser les sols**
- **PUDC : L'accès aux soins de santé et à l'éducation, une réalité pour les populations**
- **Professionalisme et respect des droits de l'homme : 1553 policiers formés**
- **La cohésion sociale gage d'une paix durable !**
- **Inondations au sud togo : les Nations Unies solidaires des victimes**



Au plus près des communautés : Aliou Dia sur le terrain du développement

Moins de 6 mois après sa prise de fonction, Aliou Dia, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo, a effectué sa première sortie de terrain à Lomé et à l'intérieur du pays. Du 26 septembre au 04 octobre 2019, près de 1500 km ont été parcourus en huit jours pour toucher du doigt les réalités à la base, évaluer les nombreux projets financés par le PNUD et surtout échanger avec les différentes communautés bénéficiaires. Il en est revenu, plus déterminé que jamais.

PRESERVER A TOUT PRIX L'ENVIRONNEMENT POUR UN CADRE DE VIE DURABLE



Le PNUD met en œuvre plusieurs projets dans le secteur de l'environnement et l'adaptation au changement climatique. Il s'agit de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et la

résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes.

Dans la capitale, le Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement

mondial (PMF/FEM) accompagne deux structures de gestion de déchets urbains.

Le 26 septembre 2019, Aliou Dia s'y est rendu. Il a été impressionné par le travail abattu par ces hommes et femmes dans les différentes unités.

C'est sur le site de l'Ong STADD (Science et Technologie Africaine pour un Développement Durable) à Avénou, une unité de transformation, de tri, et de recyclage de déchets plastiques qu'il s'est rendu pour sa première étape.



Pour le développement de cette unité, l'Ong a obtenu en janvier 2018, un financement de près de 28.000 dollars du PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Micro Financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM). Sur ce site, plusieurs sortes de déchets plastiques sont traités par une trentaine de jeunes filles et garçons, ainsi que des femmes salariées à plein temps. Indirectement, plus de 3.000 personnes contribuent à l'ensemble du processus.

"Ils font un travail énorme", s'est exclamé le Représentant du PNUD. Debout devant une machine de broyage installé dans un coin de l'usine, il a cependant déploré l'insuffisance de ressources financières dont ils ont besoin pour « faire des choses beaucoup plus importantes ». "Le PNUD va certainement mobiliser ses

partenaires, son réseau aussi bien au niveau national, qu'au niveau international pour voir comment accompagner ces genres d'initiatives", a-t-il promis.



Après ce site, cap sur la plateforme de production de compost de l'Ong ENPRO (Ecosystème naturel propre) située à quelques mètres. Sur un vaste domaine - comparable à un terrain de football - cette unité collecte les déchets ménagers et les valorise, après plusieurs processus. Le projet est également appuyé par le PNUD depuis janvier 2018 à hauteur de plus de 40.000 dollars sur une période de 2 ans. Une cinquantaine de jeunes et de femmes y sont employés.





"Nous traitons 30 et 40 tonnes de déchets par jour. Et nos principales débouchées sont les maraîchers et les agriculteurs de la région maritime", a

expliqué Dr. Edem Koledzi le Responsable technique. "Notre plus grand défi aujourd'hui, est d'implanter cette plateforme dans les autres régions du pays", a-t-il ajouté.

Le dernier site à être visité est celui spécialisé dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets plastiques, papier et électroniques d'Africa Global Recycling, une grande unité implantée non loin de l'aéroport de Lomé. Bien que cette unité ne soit pas financée par le PNUD, M. Dia y voit déjà les perspectives qui y sont développés en termes d'éducation citoyenne en matière de tri sélectif des déchets.

L'ECO-VILLAGE DE DONOMADE : UN MODELE DE DEVELOPPEMENT DURABLE



A 120 km de là dans la préfecture de Yoto, se trouve Donomadé, l'un des deux éco-villages pilotes, réalisés grâce au PNUD. Accueil chaleureux, danses folkloriques du milieu en ce vendredi 27 septembre 2019. Depuis quelques temps les habitants de Donomadé ont le sourire aux lèvres et ils l'ont clairement exprimé lors de la visite de M. Dia.

Dans ce village enclavé au cœur de la forêt classée de Togodo, à la lisière avec le Bénin, les habitants ont désormais accès à l'énergie solaire et à l'eau potable. Ce village est également doté de blocs latrines écologiques. Les habitants mènent également d'autres activités connexes, telles que la pisciculture et l'agriculture, avec une ferme baptisée "ferme modèle de Donomadé".



"Notre village a changé de visage depuis que le PNUD a décidé de nous venir en aide. Aujourd'hui, nous avons de l'eau potable, l'électricité et des latrines etc...", s'est réjoui Kodjo Manekpo (chef du village Donomadé).



En s'appuyant sur l'initiative pilote de développement des Ecovillages de Donomadé dans la préfecture de Yoto, et Ando-Kpomey dans la préfecture de l'Avé dans la région maritime, et en se basant sur les changements transformationnels de développement durable et inclusifs, le PNUD a appuyé le Gouvernement togolais dans le développement d'un programme de mise à l'échelle des écovillages sur une période de 5 ans.



Le projet de développement des écovillages vise une première phase d'extension de l'initiative et couvre les villages de Zanvé dans la préfecture des Lacs, de Klotchomé dans la préfecture de Haho, de Doufouli dans la préfecture de Blitta, de Amondé dans la préfecture de la Binah et de Nassiete dans la préfecture de Tandjoare.

FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE : LE TOGO VEUT BALISER LA VOIE



Une quarantaine d'acteurs clés et experts internationaux de la finance climat ont réfléchi du 10 au 11 octobre 2019 à Lomé sur la manière de baliser la voie et poser des jalons en vue de lever les barrières à l'accès aux financements climatiques (bilatéraux et multilatéraux).

"Le financement du changement climatique est une préoccupation majeure pour l'Afrique dans sa quête de développement durable et sa transition vers une économie verte. Une analyse approfondie révèle que bien que le flux monétaire brut soit important, les modalités de mise en œuvre des projets et programmes sous ces mécanismes financiers font face à des procédures d'accès extrêmement lourdes et complexes avec des goulots d'étranglement bureaucratiques qui ne facilitent pas l'accès aux pays en développement et particulièrement ceux d'Afrique", a déclaré Aliou Dia, Représentant résident du PNUD au Togo.

Selon le ministre de l'Environnement, du développement et de la protection de la nature, Prof. David Wonou OLADKOUN, « Depuis 2000, le Togo fait face à des aléas climatiques récurrents, notamment les inondations, les fortes chaleurs, la mauvaise répartition des pluies, les sécheresses et

les élévations du niveau de la mer et l'érosion côtière. »

« Ces aléas climatiques accentuent la dégradation des ressources naturelles, altèrent le cadre et les conditions de vie des Togolais, ce qui annihile les efforts du gouvernement à réduire la pauvreté. » a-t-il précisé.



Pour aider les pays en développement à atténuer les effets des changements climatiques et à s'y

adapter, un financement important est offert par des sources publiques et privées ou par d'autres sources comme des organisations bilatérales et des institutions financières internationales pour des projets locaux, nationaux et transnationaux partout dans le monde. Comme exemple le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds d'adaptation, le Fonds vert pour le climat.

Même si les possibilités de financement des projets liés au climat sont nombreuses, il n'est pas simple d'y accéder. La base de données du Climate Fund Inventory comprend à elle seule plus de 90 fonds de financement de la lutte contre les changements climatiques de tailles et de portées variées.

La mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) requiert donc pour les pays, une mobilisation des ressources financières de sources nouvelles en complément aux sources déjà existantes pour faire face aux priorités définies dans les stratégies de développement sobre en carbone.

"Les partenaires vont nous présenter les différentes opportunités qu'ils ont à leurs niveaux, afin d'aider le gouvernement à renforcer les projets éligibles en vue de mobiliser les ressources pour lutter contre les changements climatiques", a expliqué Mme Mery Yaou, Chef division lutte contre les changements climatiques à la direction de l'environnement.

Les échanges porteront donc sur la maîtrise des domaines et procédures de financement des mécanismes financiers de la conférence des parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), le

point des initiatives sur le financement climat et les défis, les opportunités de financement des projets climatiques pour le secteur privé, les points de convergence et l'établissement de synergie entre les acteurs. Une feuille de routes des actions futures à mener a été élaborée à l'issue des travaux.

Il faut noter qu'au cours des quatre dernières années, plus de 61 milliards de dollars américains ont été mobilisés à l'échelle internationale pour le financement de la lutte contre les changements climatiques.

Conformément à l'engagement pris par les pays développés à la 15e session de la CCNUCC, ce montant devrait passer à 100 milliards de dollars américains par année d'ici 2020 et à plus de 150 milliards de dollars entre 2025 et 2030. Les coûts d'adaptation en Afrique sont estimés à environ 20 à 30 milliards de dollars par an pour les 10 aux 20 prochaines années.

Organisée par le ministère de l'Environnement, du développement durable et de la protection de la nature avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque Mondiale, de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de l'Union Européenne, cette rencontre vise à armer les acteurs environnementaux togolais d'outils nécessaire pour bénéficier davantage des financements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques.

L'ÉROSION CÔTIÈRE, LE DÉFI CLIMATIQUE DE TOUS LES TEMPS

Aného, ville située à environ 50 km à l'est de Lomé. L'avancée de la mer et les ravages de l'érosion côtière touchent particulièrement cette ville frontière avec le Bénin. Ces dernières années, les pertes occasionnées par l'avancée de la mer sont énormes : pertes de biens et de ressources physiques, menaces sur l'ensemble de la zone

côtière qui concentre 90% des unités industrielles du pays.



REBOISER POUR COMBATTRE LA PAUVRETE



Fal-Nague, petite localité d'environ 700 habitants dans le canton de Naki-Ouest est située à l'extrême nord du pays à plus de 600 km de Lomé. Ce 01 octobre 2019, M. Dia s'y est rendu. Sur place est exécuté le projet "Reboisement Intensif et Agriculture Durable dans les Préfectures de Cinkassé, Kpendjal, Oti, Tandjouare et Tône", financé par le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Micro Financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) et piloté par l'Ong Songou-Man (qui signifie « l'ombre est bonne » en langue locale Moba).

Le projet a permis aux habitants de Fal-Nague et aux autres villages bénéficiaires, de combattre la dégradation des sols et de la flore, le réchauffement climatique et la pauvreté extrême par la sylviculture en milieu rural.

Sensibilisées et formées à la sylviculture les populations ont mieux cerné les vraies causes environnementales des effets des changements climatiques.



Depuis lors, elles ont abandonné la pratique de feux de végétation et l'agriculture sur brûlis. Sur une superficie de 3 hectares, ils des arbres ont été plantés et sont entretenus afin de protéger le sol contre l'érosion saisonnière. Grâce à l'eau des puits installés, le maraîchage est désormais possible ainsi que la culture du maïs, de riz, des oignons et des légumes de tous genre.

"Grâce à ce projet, nous femmes de ce village, sommes autonomes sur plusieurs plans. Nous faisons du maraîchage, ce qui nous permet de mieux vivre de nos récoltes. En plus, nous vendons une bonne partie dans les marchés pour régler nos petites charges", s'est réjouie Mme Kouassia Kombaté (présidente du groupement des femmes de la localité).



"Nous maîtrisons aussi les techniques de compostage rapide, ce qui nous permet d'utiliser moins d'engrais et de rentabiliser notre activité. Nous avons quelques bois de chauffage pour préparer", a-t-elle ajouté. Selon des responsables de l'Ong Songou-Man, Salifou Bounele, le projet a été financé à hauteur de 23,446 millions de francs CFA par le PNUD. L'Association Les Amis de Daluag et Dapaong l'a également soutenu pour 12,460 millions de F.CFA.



"Les habitants de ces villages ont compris aujourd'hui d'où viennent leurs problèmes, parce qu'ils vivent de plein fouet les effets des changements climatiques. Ce projet a permis de leur apprendre à planter, à faire le compostage pour lutter contre la dégradation des sols", s'est-il réjouit. "En plus, les puits maraîchers qui sont installés, permettent à ces habitants de continuer l'agriculture pendant la saison sèche pour augmenter leurs revenus. Mais avec ces puits, les populations travaillent 7 à 8 mois sur 12 et ils

améliorent leurs conditions de vie. Dans notre région, nous avons 53 bas-fonds. Si on pouvait accompagner toutes les communautés riveraines à faire ces activités génératrices de revenus, je pense qu'on aurait combattu sérieusement la pauvreté", a-t-il ajouté.

Le Représentant Résident du PNUD au Togo s'est dit satisfait de l'engouement des habitants de Fal-Nague autour du projet. Les populations ont exprimé d'autres besoins notamment l'insuffisance des puits qu'elles ont d'ailleurs

transformés, en sources d'eau potable, faute de forage dans la zone. Elles partagent ces trois puits avec les habitants des villages voisins. "Le chef du village et les femmes ont tous exprimé ce besoin. Le PNUD va les aider à augmenter le nombre de puits, sinon les aider à construire des forages qui vont servir à l'alimentation des populations en eau potable et que ces puits servent uniquement aux cultures maraîchères. J'ai profité pour visiter l'école primaire du village, il y a un besoin énorme", a précisé M.Dia.

UNE CEINTURE VERTE POUR REMPART !



A Mandagou, petit village dans la préfecture de Tandjouaré, le Projet visant à installer une ceinture verte autour de la Cuesta de Bombouaka et à la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles fait la fierté de toute la communauté et des partenaires au premier rang le PNUD.

« Il sera reconduit », a promis Aliou Dia après avoir constaté les résultats et écouté les nombreux témoignages des populations sur les transformations positives de ce projet sur leur quotidien.

La préfecture de Tandjouaré se trouve dans une situation de manque de terres cultivables et de déforestation. Les terres cultivables existantes sont dégradées en raison de la surexploitation et le lessivage.

Cette préfecture est traversée en grande partie par la chaîne de montagne de Bombouaka. Dans les années 1970, Tandjouaré -- nonobstant les contraintes géographiques naturelles qui la caractérisaient comme zone aride et montagneuse -- était cependant considérée comme une zone agropastorale par excellence, et constituait une zone riche en ressources botaniques, fauniques et halieutique du Togo.

« Il fallait mener des actions sur l'environnement, afin de replanter ce décor, d'où le projet initié par l'Ong AREF qui consiste à installer une ceinture verte autour de la Cuesta de Bombouaka et à la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles dans le village de Mandagou », explique Kolambig Paguédam, le responsable de cette structure de développement locale.



Le projet bénéficie d'un financement de 20 millions de F CFA dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Micro Financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) piloté par le PNUD.

"Nous avons fait le reboisement, afin de reconstituer l'écosystème des flancs de montagne. Nous avons pu reboiser près de 20.000 plants sur 7 km. Nous avons également installé des cordons pierreux sur une longueur de 7 km pour freiner la vitesse des écoulements issus des plateaux. Le reboisement est venu consolider l'infiltration des eaux dans le sol pour permettre aux populations de faire de l'agriculture en aval de la montagne", explique Kolambig Paguédam.

Le projet sera reconduit

Les responsables l'Ong AREF ont amené les habitants de Mandagou à un changement de comportement vis-à-vis de l'environnement, grâce à des séances d'informations et de sensibilisation. Depuis, aucun feu de brousse n'a été enregistré sur toute la ligne qui a été reboisée, a souligné Kolambig Paguédam.

"Près de 70 hectares de terres abandonnées, ont été remises en cultures. Et les femmes du village ont fait la riziculture sur 5 hectares", a-t-il précisé.

"Les jeunes n'ont plus l'idée de quitter le village pour la ville, car ils ont de petites activités qui leur procurent des revenus", a renchéri le grand chef du village, remerciant au passage le PNUD pour son appui à ce projet.

L'exécution du projet a nécessité de petits travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), ce a permis aux jeunes et aux femmes du village de travailler et d'être rémunérés.

De même, des ruches ont été fabriquées pour l'apiculture, qui démarrera bientôt dans ce petit village d'environ 1.200 habitants.



Très satisfait de la manière dont les activités sont menées, le Représentant Résident du PNUD au Togo a promis aux populations de Mandagou que le projet ne s'arrêtera pas : "J'ai donné mon engagement aux chefs de villages et aux populations. C'est un projet élaboré sur deux ans. Il sera reconduit".



"C'est l'un des meilleurs projets que nous avons vu à Tandjouaré, avec les réalisations que nous avons touché du doigt : des cordons pierreux réalisés pour bloquer un peu le ruissellement et permettre aux populations de s'adonner à l'agriculture, sans oublier le reboisement pour stabiliser les flancs de la montagne", a-t-il salué.



"Le projet accompagne aussi les femmes qui s'adonnent à la riziculture. Mais le plus important, c'est les conseils et l'appui de l'Ong AREF aux populations. Car elles sont très satisfaites de ces conseils", a-t-il ajouté.

Pour boucler la journée, Aliou Dia a visité deux groupements des pêcheurs à Mango. Ces derniers ont sollicité l'appui du PNUD pour agrandir leurs activités.

Lutte contre la pauvreté : de pair avec la préservation de la Nature



Au Togo, les parcs et réserves nationaux ont subi de profondes dégradations en raison d'absence de stratégie globale de gestion des aires protégées.

La plupart des aires protégées ont été envahies pour des raisons agricoles, de pâturage, d'installation des populations, avec pour conséquence, la destruction des écosystèmes et la persistance des pratiques ne garantissant pas la durabilité des ressources (feux de brousse, exploitation non contrôlée de bois et charbon, braconnage etc...).

Depuis la mise en œuvre du projet de « Renforcement du rôle de conservation du système national d'aires protégées du Togo » financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM), le PNUD, l'UEMOA et l'Etat

togolais, la gestion efficace des Aires protégées de Fazao-Malfakassa, a permis de protéger 192.000 hectares de terres. Les feux de brousse incontrôlés, ont diminué sensiblement.

Cependant, pour une gestion durable de ces ressources naturelles, il faut accompagner le développement des communautés qui y vivent. Plusieurs infrastructures ont commencé à voir le jour. Aliou Dia a visité trois points d'eau installés dans trois villages (Bouzalou, Kona et Bougabou) riverains du parc.

"Les populations de ces trois villages avaient exprimé le besoin d'être accompagnées en matière d'eau potable. Le PNUD a pris l'initiative en collaboration avec le ministère de l'environnement, de construire ces forages. Tous les trois forages visités sont fonctionnels et les populations sont très satisfaites. Mais elles ont également profité pour présenter d'autres doléances.



« Les femmes de la zone s'adonnent beaucoup à la production du gari, une farine à base de manioc. Dans un projet que nous allons mettre en œuvre sur l'autonomisation des femmes, nous allons insérer cette activité dans la zone", a souligné M.Dia.



"Ces femmes ont aussi parlé de bassins de rétention pour s'adonner au maraîchage, car ces produits sont faciles à écouler dans la zone. Elles souhaiteraient que le PNUD les accompagne avec le ministère de l'environnement. L'autre volet évoqué par les populations, concerne les jeunes. Ils ont besoin d'être davantage accompagnés dans la mise en œuvre de la gestion des plants du parc, car la plupart de ces jeunes sont sans emplois. Ils souhaiteraient par exemple, faire partie de l'équipe chargée de la surveillance du parc", a-t-il ajouté.

Ce projet dont l'objectif principal est de renforcer la gestion du système des aires protégées du Togo pour améliorer sa contribution à la conservation de la biodiversité met en œuvre des approches efficaces de réhabilitation et de gestion.

DES CHAMPIGNONS POUR FERTILISER LES SOLS



Dans la région maritime, Kossi Agbalenyo est une référence dans la mise en place d'idées innovantes pour l'amélioration des cultures et la production agricole. Grâce au financement reçu du PNUD à travers le FEM, son projet intitulé « Évaluation et vulgarisation de bio-pesticides à base de champignons » connaît un réel succès.

"Il s'agit de champignons que nous avons développés et qui permettent de neutraliser les insectes dans les champs. Car de nos jours, les produits chimiques ont montré leurs limites face aux ravageurs", a nous a-t-il confié lors de la visite du Représentant résident du PNUD ce vendredi 4 octobre 2019 sur son site où un champs expérimental permis d'évaluer les résultats.

Grace au financement du FEM, l'Ong AGIDE a également mis en place, un laboratoire qui permet de développer les produits et de les tester sur terrain.



"Le ministère en charge de l'agriculture ayant vu l'efficacité des produits, nous a appuyé à travers le PASA pour agrandir notre capacité de production", a-t-il ajouté. M. Agbalenyo a profité de l'occasion

pour exposer au Représentant Résident du PNUD, d'autres projets dont la fabrication du Sodabi (une liqueur locale) à base du manioc.

PUDC : ACCES AUX SOINS DE SANTE ...



Le Centre médico-social (CMS) d'Adéticopé dans la préfecture d'Agoè est situé à la sortie nord de Lomé. Construit grâce au Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) initié par le Gouvernement togolais et mise en œuvre par le PNUD, l'accès aux soins de santé est désormais une réalité pour les populations de cette agglomération.

Le site dont les travaux ont coûté près de 50 millions de F.CFA, comprend un bloc de maternité de type 1 (salle de consultation prénatale, salle de consultation des sages-femmes, salle de travail, salle d'accouchement, salle de repos, bureaux du personnel soignant), une paillote et un incinérateur. Depuis le début des activités, le nombre de consultations ne cesse de croître au fil

des jours : de 240 consultations en janvier 2019 à 1089 consultations en juillet 2019 selon la Responsable dudit centre Dr Mireille Kpodenou.

"Sans la santé, on ne pourra rien faire, on ne pourra pas réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et on ne pourra pas faire réaliser les objectifs du Pan national pour le développement

(PND)", a déclaré M. Dia lors de sa visite ce 27 septembre 2019.



A l'issue des échanges, le personnel, des patients et quelques notables du quartier ont formulé des doléances dont la plus importante est l'équipement de ce centre de santé d'un échographe et d'un laboratoire.

"L'ouvrage est bien construit et bien équipé. Il y a toujours des améliorations à faire. Nous allons travailler avec les responsables du Centre et avec le ministère de la santé et l'ensemble des partenaires pour voir comment apporter un appui conséquent", a souligné M. Dia.

"J'ai donné l'engagement du PNUD pour acquérir une machine d'échographie, qui sera mise à la disposition dudit centre. Pour le laboratoire, on verra ensemble avec le ministère de la santé, ainsi que mon collègue de l'OMS", a-t-il promis.

Le 4 octobre, Aliou Dia s'est également rendu à Agbonou, une banlieue de la ville Atakpamé (160 km de Lomé) pour visiter le Centre médico-social (CMS) en compagnie des autorités administratives et communautaires. Ce centre moderne construit sur les ressources du PUDC, permet désormais à la population d'avoir accès à des soins de santé de meilleure qualité.



...ET A L'EDUCATION, UNE REALITE POUR LES POPULATIONS

Des infrastructures scolaires ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du PUDC. Lors de sa tournée dans les régions, Aliou Dia a procédé à la remise d'ouvrages et de manuels pédagogiques dans les régions de la Kara (nord) et des Plateaux

(centre).



Au total 63 bâtiments scolaires et autres équipements connexes ont été réalisés dans les différentes localités des six régions éducatives du pays dont 12 dans la région de la Kara.



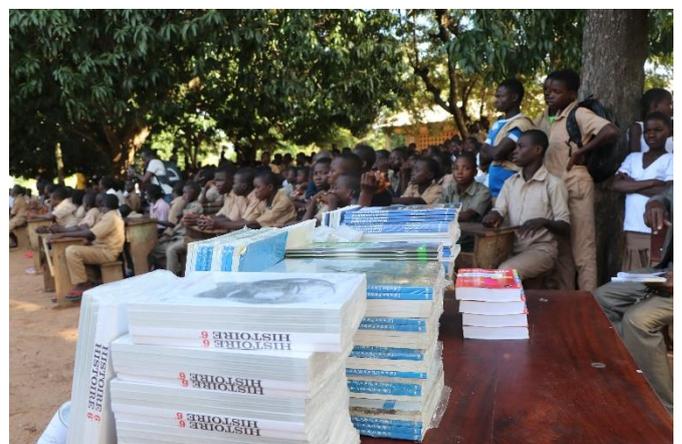
"A travers le PUDC, beaucoup de réalisations ont été enregistrées. Tout cela a été fait grâce aux orientations du gouvernement", a souligné Mme Tawuim Titora, Secrétaire générale du ministère des enseignements primaire, secondaire et de la formation professionnelle.

Ainsi, douze Ecoles Primaires Publiques et établissements de l'enseignement secondaire construits dans la région de la Kara ont bénéficié de 29.244 manuels pédagogiques. M. Dia a assisté à la remise symbolique de ces ouvrages au Lycée de Baga (Préfecture de Doufelgou).

Ces matériels, a-t-elle précisé "renforceront davantage, le dispositif d'amélioration de la qualité de l'éducation prônée par le gouvernement".

L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme national de distribution d'équipements pédagogiques aux écoles primaires publiques et établissements de l'enseignement secondaire construits dans le cadre du PUDC.

Opération similaire à Sada dans la région des Plateaux où plusieurs manuels ont été remis aux écoles et établissements construits dans la région.



PROFESSIONNALISME ET RESPECT DES DROITS DE L'HOMME : 1553 POLICIERS FORMES



853 élèves agents de police (dont 83 élèves filles) ont bouclé le 12 octobre dernier à l'École Nationale de police de Davié (en périphérie nord de Lomé), cinq jours de formation sur les techniques de dispersion non-violente des foules et de protection des droits de l'homme et des droits des enfants, marquée par un exercice intense de simulation.

C'est la deuxième vague d'agents de police formés, après la session de juin dernier avec 700 élèves-policiers formés. Ce qui porte cette année leur nombre à 1553 agents. Trois modules ont été dispensés : la police de proximité, le droit humanitaire international et le maintien et le rétablissement de l'ordre en période d'élections.

Cette série de formations a été rendue possible grâce au projet "Renforcement des capacités nationales et communautaires de prévention des conflits et violences et de protection des droits de l'homme au Togo", élaboré par le ministère de la sécurité et de la protection civile en collaboration

avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) et financé par le fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix.

"Les forces de sécurité et de police, sous l'autorité du gouvernement, ont pour mission de protéger le libre exercice des droits et des libertés et de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens (article 49 de la constitution togolaise)", a déclaré Mme Fosca Giulidori, la Représentante résidente adjointe de l'UNICEF au Togo au nom du Système

des Nations Unies. La protection des droits de l'homme par les forces de sécurité se matérialise à travers plusieurs activités entre autres, la gestion non-violente des foules", a-t-elle précisé.

L'exercice de simulation est basé sur le scénario suivant : « Des manifestants surexcités, tous supporters d'un conseiller municipal issu de la minorité, ont envahi la mairie d'une commune imaginaire dénommée +Zoulou+ - jetant toutes sortes de projectiles aux agents de police pour exiger la réhabilitation des pistes rurales et la construction de salles de classes, alors que le conseil municipal tenait sa réunion/bilan. Repoussés jusqu'à la sortie de la mairie, ils ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes et de canon à eau. Ils ont dressé de barricades et brûlé de pneus. »



'Servir le pays de façon professionnelle et non par violence gratuite'

Au nom du Gouvernement, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehame a remercié les Nations Unies pour cet appui qui vient renforcer le professionnalisme des forces de police en maintien de l'ordre et au respect des droits humains. "C'est un exercice avec des projectiles préparés. Vous allez vous retrouver en ville avec des manifestants non préparés qui vont utiliser toutes sortes de projectiles. Gardez toujours à l'esprit qu'ils ne sont pas vos ennemis, mais plutôt des compatriotes. Il faut les traiter humainement", a prodigué le ministre de la sécurité à l'endroit des nouveaux agents.



"Vous vous êtes volontairement engagés pour servir le pays de façon professionnelle, pas de violence gratuite. Nous devons nous rabaisser pour que nos compatriotes n'aient pas peur de nous", a-t-il ajouté

M. Aliou Dia, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo et de hauts responsables de la police nationale ont assisté à la cérémonie.

Pour rappel, les agents des forces de sécurité ont fait face à plusieurs manifestations organisées par l'opposition, parfois dispersées. D'autres se sont soldées par des pertes en vies humaines.



POUR UNE PAIX DURABLE : CONSTRUIRE LE DIALOGUE ENTRE CIVILS ET FDS



La ville de Sokodé, (350 Km de Lomé), épice centre des violences socio-politiques en 2017 au Togo a ouvert ses portes les 22 et 23 octobre 2019 à une rencontre d'échanges entre civils et forces de l'ordre et de sécurité (FDS).

Cette rencontre est une initiative du gouvernement togolais avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix à travers le projet « Renforcement des capacités nationales et communautaires de prévention des conflits et violences et de protection des droits de l'homme au Togo » mise en œuvre par le PNUD et l'UNICEF.

Bâtir le dialogue pour faire renaître la confiance entre tous les togolais

Ouvert par le ministre de la sécurité et de la protection civile, le Général Yark Damehame, la rencontre a réuni près de 70 participants, représentants la Société civile, autorités administratives (préfets et élus locaux) leaders religieux et communautaires, les représentants de la police, la gendarmerie et l'armée. On notait la présence du Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) et du PNUD.

« Je reste persuadé que vos échanges seront empreints de sincérité et de franchise pour que les recommandations puissent nous permettre de faire un bond qualitatif sur le chantier de l'apaisement et de la consolidation de la démocratie » a déclaré le ministre Yark.



Trois communications suivies d'échanges parfois passionnés ont meublé le premier jour des travaux. Elles ont porté sur : « Rôle et fonctionnement de FDS » ; « Importance du dialogue civilo-militaire » et la « Lutte contre l'extrémisme violent et la prévention de conflits ». Puis, les participants se sont mis en petits groupes sur des analyses plus poussées qui a permis à chacun des groupes de faire l'état des lieux des rapports entre FDS et populations, proposer des pistes de solutions en vue d'améliorer leurs relations capables de prévenir les conflits et renforcer la confiance réciproque. Un exercice que tous les participants ont jugé fort utiles et souhaité voir porté à l'échelle nationale.



LA COHESION SOCIALE GAGE D'UNE PAIX DURABLE !



Le projet « Plateforme de dialogue communautaire pour le développement local et la cohésion sociale » vise l'atteinte de l'Objectif de développement durable ODD 16 dont la réalisation est une condition sine qua non pour tous les autres ODD.

En se rendant à Sokodé ce 03 octobre 2019 où plusieurs jeunes et femmes sont en pleine formation sur cette thématique, Aliou Dia les a trouvés très engagés et déterminés. Plusieurs dignitaires communautaires et autorités administratives étaient aussi présents : l'Évêque de Sokodé, le chef spirituel de la communauté musulmane et du représentant du ministère de la sécurité.



"Les jeunes ont déjà embrassé ce concept de cohésion sociale, de dialogue, de paix et de sécurité. C'est de cela que nous avons besoin dans nos Etats. Nous voulons des Etats stables, des Etats en paix. Le chef de l'Etat togolais, lors de son allocution à l'Assemblée nationale, a beaucoup insisté sur la paix et la sécurité. Et pour donner corps à cette vision du président de la République, le PNUD s'est engagé - avec le ministère de la sécurité - à élaborer ce projet de cohésion sociale", a expliqué le Représentant Résident du PNUD au Togo, "très satisfait" des résultats enregistrés pour le moment sur le terrain

Pour cette année, le projet est exécuté dans trois villes (Sokodé, Kpalimé et Mango) et vise à inculquer aux jeunes, notamment la notion du vivre-ensemble et de la cohésion sociale.

Le PNUD entend déjà étendre ce projet à d'autres villes du pays.

"Il faut la paix et la cohésion dans le pays. Ainsi, nous devons surtout savoir gérer les conflits. C'est l'essentiel à retenir sur la formation. Notre rôle est de sensibiliser ceux qui sont autour de nous, afin de les ramener sur le bon chemin", a déclaré Gouffe Laré Chakira (élève en classe de première D).

A terme, Il permettra aux 20 communes ciblées d'avoir des cadres de dialogue inclusifs sur la cohésion sociale et le développement local. Des plateformes collaboratives électroniques soutiendront ces dialogues en favorisant la communication entre les autorités locales, les administrations locales et tous les acteurs. Les femmes et les jeunes sont des acteurs clés du projet.

Précisons que Sokodé a été la ville la plus secouée par les fortes manifestations enregistrées entre

2017 et 2018, ayant fait des morts. Elle a été surtout théâtre de destruction des biens publics.



La cohésion sociale est multi-dimensionnelle et s'étend sur les sphères socio culturelles, économiques et politiques

INONDATIONS AU SUD TOGO : LES NATIONS UNIES SOLIDAIRES DES VICTIMES



L'équipe du SNU à bord d'une pirogue pour traverser les ruelles d'une des localités sinistrées à Agbanakin. Photo : @emilekenkou

Suite à la forte pluviométrie que connaissent les régions des Plateaux et Maritime certaines localités au sud du Togo notamment les préfectures de Yoto, Bas-mono et Lacs ont connu de fortes inondations occasionnant des dégâts et pertes matériels au sein des populations sinistrées.

Afin d'évaluer la situation et apporter son soutien aux victimes, une délégation des représentants résidents du Système des Nations-Unies conduite par son Coordonnateur, Damien Mama s'est rendu sur le terrain ce 25 octobre 2019.

Accompagnée du directeur de l'Agence Nationale de Protection civile (ANPC), des autorités administratives et locales, la mission composée des représentants de plusieurs agences (PNUD, UNFPA, OMS, l'UNICEF, le HCR, le PAM) s'est tour à tour rendu à Aného, Agbanakin, Azimé et Aklakou.

Évaluer les dégâts pour appuyer l'action du gouvernement

« Nous sommes venus évaluer la situation sur le terrain et témoigner notre solidarité envers les populations » a déclaré Damien Mama. Cette visite de terrain vise notamment à évaluer les dégâts et les pertes occasionnés par ces inondations et faire une estimation des besoins les plus urgentes, afin d'appuyer l'action du gouvernement dans la gestion des urgences post inondation dans ces localités.

"Il est important de répondre à la crise actuelle. Mais il est tout aussi important de se projeter dans le long terme avec des programmes de relèvement des populations : prévention des risques et adaptation au changement climatique" a ajouté pour sa part Aliou Dia, Représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Togo.



Première étape de la mission : Zanvee. Mais avant, la délégation s'est arrêtée sur pont de Zébé (environ 50 km de Lomé), principale voie d'accès à toutes les localités précitées. Le remblai d'accès à ce pont a été déplacé par la pression des eaux, fragilisant cette infrastructure qui dessert quatre grandes localités. Sur place, la délégation s'est informée de la situation et des dispositions prises et de l'avancement des travaux d'aménagement, avant de se rendre sur les sites d'accueil des sinistrés d'Azimé, Zanvee, Agbanakin et Aklakou, où des tentes ont été installées par l'ANPC qui a effectué une première mission le 18 septembre 2019.



Le site de Zanvee accueille 340 ménages d'environ 6 personnes qui ont trouvé des abris sous des tentes offertes par l'ANPC. Les populations sinistrées viennent des localités de Togbavi, Togbagan et d'Agbanakin. La délégation a également rencontré les populations d'Azimé-Dossou, et visité le centre de santé d'Agbanakin inondé, ainsi que le palais royal (aussi inondé).

"Ce sont les effets de la nature. Et nous sommes venus pour demander aux communautés locales ce que nous pouvons faire, en dehors de ce que le gouvernement a prévu. Nous sommes là pour constater et rapidement nous concerter, de prendre les dispositions pour apporter le peu que nous avons, dans un geste de solidarité avec les communautés", a déclaré le Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Togo

"Ce sont des situations difficiles à vivre. C'est pour cela que nous avons décidé de faire le tour des villages inondés pour écouter les populations, voir comment l'inondation a affecté leurs activités, et recueillir les contraintes majeures auxquelles elles font face, et quels sont les besoins et les appuis qu'ils souhaiteraient avoir du système des Nations Unies. Nous pourrions ainsi, en parfaite collaboration avec le gouvernement, voir comment les aider, pour alléger leurs peines. Vous savez que ce sont les femmes qui tiennent les maisons. Elles sont la force de la famille. Et en cas de catastrophes, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés. Nous avons donc décidé d'échanger avec les uns et les autres, afin de mieux décider", a expliqué Aliou Dia (Représentant résident du PNUD au Togo).



Des moyens conséquents mis à disposition

"Les dispositions sont déjà prises et elles sont bonnes. Nous allons repartir pour activer ce qu'on peut, apporter l'additionnel. Il faut 70 millions de F.CFA ou plus. Nous sommes tellement préoccupés que l'UNFPA est allé puiser dans son stock pour voir ce qu'on peut donner immédiatement. C'est une situation d'urgence et on va débloquer ces moyens-là et les orienter pour l'achat des choses les plus urgentes. Nous avons également discuté rapidement de la possibilité qu'on fasse une évaluation plus approfondie, afin de faire un plan de relèvement pour ces populations qui ont perdu leurs champs, leurs bêtes, l'accès à l'école pour leurs enfants, ... Il faut les aider à se relever", a souligné Damien Mama.



"Parmi les personnes déplacées, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) s'est intéressé particulièrement à celles les plus vulnérables (les femmes enceintes et les nourrices) en leur apportant des kits de dignité pour leur premiers besoins" a déclaré Mme Josiane Yaguibou, sa Représentante résidente au Togo.

Au total 45 kits de dignité ont été distribués sur les sites d'Azimé et d'Aklakou.

Le Lieutenant-colonel Baka Yoma (Directeur de l'Agence nationale pour la protection civile /ANPC) a de son côté, remercié les agences du système des Nations Unies pour leur soutien et accompagnement. Il les a également informés des dispositions prises par le gouvernement surtout en matière d'hygiène et assainissement, ainsi que les prochaines démarches prévues par le gouvernement.

"Au total 1997 ménages ont été touchés par ces dernières intempéries. 62 tentes ont déjà été installées sur différents sites d'accueil, des nattes ont également été distribuées. Les sinistrés ont été sensibilisés et bénéficié de produits pour désinfecter l'eau de boisson. Samedi, des vivres et non vivres seront distribués aux populations sinistrées" a-t-il informé.

Plus de photos sur notre page Flickr : <https://www.flickr.com/photos/pnudtogo/>

